



Vers une renationalisation du Web ?



Thomas Gomart

Avec plus de 2 milliards d'individus connectés, Internet n'a plus rien de virtuel. Intégrée à nos vies, la Toile modifie profondément l'organisation, la pratique et la représentation des *relations internationales*. Sa gouvernance repose sur une nébuleuse associant les diverses parties prenantes (*stakeholders*) et sur un système de règles inventées au fil de l'eau. En apparence, Internet

fonctionne plutôt bien grâce à une « main invisible ». En réalité, sa gouvernance devient aujourd'hui une priorité des États et un enjeu de puissance.

Internet innerve les quatre grandes structures de pouvoir définies par Susan Strange (1923-1998). La structure de sécurité, fondée sur des États censés assurer la sécurité de leur économie et de leur population, est désormais irriguée par le numérique. La cyber-sécurité ne concerne plus seulement la sûreté des infrastructures critiques, mais aussi la conduite des opérations militaires et les campagnes d'influence globale. La structure de production repose sur une mondialisation véhiculée par plus de 82 000 multinationales fonctionnant en réseau et mobilisant des chaînes de production transnationales. Inutile d'insister sur la structure financière qui s'est propagée à l'ensemble de l'activité économique grâce à des flux d'informations hautement qualifiées échangés en temps réel. Enfin, Internet fluidifie la structure des savoirs, comprise comme le mode de production des idées et des informations, et leur diffusion à l'échelle globale.

La centralité d'Internet affecte inévitablement la souveraineté des États. Ceux-ci souhaitent tout simplement reprendre la main pour éviter d'être submergés. WikiLeaks a sans doute précipité la réaction des États autoritaires comme démocratiques au nom de leurs intérêts. Le « printemps arabe » a souligné

l'intrication entre réseaux sociaux et médias traditionnels, et sa capacité de mobilisation. Sans surprise, les autorités chinoises et russes investissent le champ numérique et s'invitent dans la gouvernance d'Internet. Des pays comme le Brésil, l'Inde et l'Afrique du Sud militent, quant à eux, en faveur d'une nouvelle organisation internationale pour contrôler Internet. Du Pakistan à la Turquie, en passant par le Kazakhstan, la censure est assumée. Pour les Occidentaux, l'enjeu est délicat car il faut à la fois respecter libertés individuelles et publiques, encourager innovation et entrepreneuriat, tout en trouvant des modes de régulation efficaces.

Polymorphe, cette tentative de renationalisation risque de se heurter à la complexité d'Internet. Elle est inévitablement source de tensions entre États, tout en

Les autorités chinoises et russes investissent le champ numérique et s'invitent dans la gouvernance d'Internet.

créant une illusion d'optique entre ces derniers et les internautes. Or la gouvernance du numérique repose aussi sur une relation triangulaire déséquilibrée entre États, grands groupes industriels occupant des positions dominantes (search, hardware, software, télécoms...) et internautes. Il y a fort à parier que la renationalisation passera notamment par la constitution de champions nationaux soutenus par leurs autorités. Autrement dit, le match entre l'américain Google et le chinois Baidu ne fait que commencer. ■

Thomas Gomart est directeur du développement stratégique de l'[Institut](#) français des relations internationales (ifri).